



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**Direction de la coordination  
et de l'appui territorial**

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Affaire suivie par Brigitte Becker  
Tel : 03.87.34.88.94  
[brigitte.becker@moselle.gouv.fr](mailto:brigitte.becker@moselle.gouv.fr)

Metz, le **28 FEV. 2025**

**Lettre recommandée avec AR 2C 115 008 8389 5**

Monsieur le président,

Le 28 octobre 2024, vous m'avez transmis un dossier de demande de modification de vos installations ainsi qu'une demande d'examen au cas par cas concernant le site de Sainte-Fontaine implanté sur les communes de Saint-Avold et Freyming-Merlebach.

Par courrier du 30 janvier 2025, je vous ai adressé, pour observations, un exemplaire du projet d'arrêté complémentaire.

Sans observation de votre part dans le délai imparti, je vous notifie sous ce pli une copie de l'arrêté préfectoral correspondant.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Richard Smith

Monsieur Roland Roth  
Président  
Sydeme  
1, rue Jacques Callot  
57600 Morsbach



**ARRÊTÉ 2025-DCAT-BEPE- 83**

**du 28 FEV. 2025**

**imposant au syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME) certaines dispositions pour son site de Sainte-Fontaine situé sur les communes de Saint-Avold et Freyming-Merlebach**

Le préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2715 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2714 et 2716 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié ;
- Vu** le dossier de demande de modifications du 28 octobre 2024 ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas du 28 octobre 2024 ;
- Vu** les compléments apportés par courriers électroniques des 13 novembre 2024, 14 novembre 2024, 6 janvier 2025 et 7 janvier 2025 ;

- Vu** le rapport du 20 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le courrier préfectoral du 30 janvier 2025 informant le syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME) des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** l'absence d'observation du syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME) sur le projet d'arrêté préfectoral dans le délai imparti ;

**Considérant** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L.171-8 et à l'article L.122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**Considérant** les caractéristiques du projet (augmentation de la capacité de déchets de bois de 3 000 m<sup>3</sup> au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées) qui relève de la rubrique n° 1 de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement « installations classées pour la protection de l'environnement » et la localisation du projet au sein du site existant ;

**Considérant** que les modifications sollicitées (y compris le projet) ne sont pas substantielles et ne nécessitent pas d'évaluation environnementale ;

**Considérant** que le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 supprime la subordination à l'existence de garanties financières des installations présentant des risques importants de pollution des sols ou des eaux ou d'accident, définies en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus ;

**Considérant** par conséquent que l'exploitant est désormais exempté de réévaluer les garanties financières de son installation dans le cadre de son projet ;

**Considérant** la nécessité de modifier certaines prescriptions :

- mettre à jour le tableau des rubriques (article 1.2.1) ;
- supprimer la notion de centre de tri et de déchets triés (articles 3.1.1, 3.2.2, 4.3.8, 4.3.9, 8.1.4, 8.1.6, 8.1.8, 8.1.10, 8.1.11.4.2) ;
- reprendre l'engagement de l'exploitant indiquant que les stockages de bois et de déchets verts soient situés à minima à plus de 20 m des limites du site (article 8.1.13) ;
- mettre à jour l'arrêté ministériel applicable pour les eaux vannes (article 4.3.8) ;
- mettre à jour la liste des paramètres et des valeurs limites d'émission dans l'eau pour les eaux résiduaires (article 4.3.10) au vu des dispositions de des arrêtés ministériels sectoriels applicables ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME), dont le siège social est situé, 1 rue Jacques Callot – 57600 Morsbach, est tenu de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de Sainte-Fontaine situé sur le territoire des communes de Saint-Avold et Freyming-Merlebach.

### Article 2 :

En application de la section première du chapitre II du Titre II du Livre premier du code de l'environnement, le projet d'augmentation du volume d'entreposage de déchets de bois de 3 000 m<sup>3</sup> au titre de la rubrique 2714 sur le territoire des communes de Saint-Avold et Freyming-Merlebach, présenté par le syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME), n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 3 :

Les dispositions l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1)	Capacité maximale du site
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j.	A	60 t/j (broyage de déchets de bois) 15 000 t/an
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	E	2 800 m <sup>3</sup> de déchets recyclables non triés 1 800 m <sup>3</sup> de cartons 4 000 m <sup>3</sup> de déchets de bois en attente de broyage Total : 8 600 m <sup>3</sup>
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0	E	3 000 m <sup>3</sup> de déchets verts avant broyage 1 000 m <sup>3</sup> de déchets verts broyés Total : 4 000 m <sup>3</sup> de déchets verts

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1)	Capacité maximale du site
	de la nomenclature annexée à l'article R.214-1.		
1532-3	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	D	3 500 m <sup>3</sup> de bois après broyage
2713-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> .	D	200 m <sup>2</sup> de déchets de métaux non triés
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup> .	D	500 m <sup>3</sup> de déchets de verre
2794-2	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 2. Supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieure à 30 t/j.	D	27 t/j (broyage de déchets verts) 6 750 t/an

A : autorisation – E : enregistrement – D : déclaration »

#### **Article 4 :**

Les dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

##### **« Article 3.1.1 – Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de

techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

En particulier :

- l'activité de transit des déchets recyclables secs (hors verre) se déroule dans un bâtiment fermé ;
- l'activité de transit de verre se déroule en extérieur dans une alvéole spécifique ;
- les activités liées aux déchets de bois et déchets verts se déroulent en extérieur.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité. »

#### **Article 5 :**

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées.

#### **Article 6 :**

Les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 4.3.8 – Eaux vannes

Les eaux vannes issues du local d'exploitation du centre de transfert sont collectées et traitées par un système d'assainissement autonome correctement dimensionné et conforme à l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié susvisé et à la norme de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome. Ce système est installé en dehors de l'aire de stationnement des véhicules. »

#### **Article 7 :**

Les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 4.3.9 – Eaux résiduaires

Les eaux de ruissellement en provenance de toutes les surfaces imperméabilisées du site, ainsi que les eaux de lavage des engins et du centre de transfert sont dirigées dans le réseau d'eaux pluviales du site après passage par un débourbeur-déshuileur correctement dimensionné. Ces eaux rejoignent alors le réseau d'eaux pluviales de la zone puis sont rejetées dans le Merle. »

#### **Article 8 :**

Les dispositions de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 4.3.10 – Valeurs limites de rejet des eaux résiduaires

Les rejets d'eaux résiduaires doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Code SANDRE	Concentration (mg/L)0,025
MES	1305	100
DCO	1314	300
DBO <sub>5</sub>	1313	100

Paramètres	Code SANDRE	Concentration (mg/L)0,025
Hydrocarbures totaux	7009	10
Métaux totaux	8095	15
Arsenic	1369	0,1 0,025 si le rejet dépasse 0,5 g/j
Cadmium et ses composés	1388	0,025
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,1 si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome VI	5871	0,1
Chrome VI	1371	0,05
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	0,025
Nickel et ses composés	1386	0,2 si le rejet dépasse 5 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8 si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) dont fluorures	1391	15
Indice Phénols	1440	0,3
Cyanures Libres	1084	0,1
Cyanures totaux	1390	0,1
Somme des 5 HAP (benzo(a)pyrène + Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène, Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène)	1115+1116+1117+1118+1204	0,025
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halgènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1

. »

### **Article 9 :**

Les dispositions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 8.1.1 – Capacité de stockage

La capacité annuelle maximale du site est de 64 500 tonnes par an répartie comme suit :

Flux	Tonnage annuel maximal (t/an)
Recyclables secs issus de la collecte sélective (fibreux et non fibreux)	30 000 t/an
Cartons	4 500 t/an
Déchets verts	5 000 t/an
Verre	12 000 t/an
Bois	13 000 t/a

»

#### **Article 10 :**

Les dispositions de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

##### « Article 8.1.3 – Destination des déchets

Flux	Destination	Filière
Recyclables secs issus de la collecte sélective (fibreux et non fibreux)	Centre de tri désigné par marché public	Valorisation matière
Cartons	Mise en balle Repreneurs spécifiques	Valorisation matière
Déchets verts	Usine de méthanisation de Morsbach/plateforme de compostage ou chaufferie biomasse	Valorisation énergétique et matière
Verre	Repreneur agréé	Valorisation matière
Bois	Chaufferies industrielles ou fabricant de produits à base de bois	Valorisation énergétique et matière

»

#### **Article 11 :**

Les dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

##### « Article 8.1.4 – Aires de réception et d'entreposage

Les aires de réception des déchets sont nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leurs dimensionnements sont adaptés aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

Il est interdit de déposer des déchets sur les aires d'attente ou de circulation ni sur les espaces verts. En aucun cas des déchets ne sont stockés à même le sol.

La zone d'entreposage des déchets de bois est ceinturée par des murs REI120 permettant de réduire l'impact des flux thermiques en cas d'incendie et d'emprunter la route d'accès au site du centre de transfert. »

**Article 12 :**

Les dispositions de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 8.1.5 – Horaires d'exploitation

La réception et l'expédition de déchets sont autorisées de 6 h à 20 h du lundi au vendredi. »

**Article 13 :**

Les dispositions de l'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées.

**Article 14 :**

Les dispositions de l'article 8.1.10 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées.

**Article 15 :**

Les dispositions de l'article 8.1.11.2 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 8.11.1.2

Le stationnement des véhicules devant les issues et sur les voies de circulation du bâtiment de transfert n'est autorisé que pendant le temps des opérations de chargement et de déchargement. »

**Article 16 :**

Les dispositions de l'article 8.1.13 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 8.1.13 – Aire de stockage et de broyage de bois et de déchets verts

Une zone de broyage de bois et de déchets verts est aménagée sur le site et constituée :

- d'une zone de manœuvre ;
- d'une alvéole de stockage pour le bois avant broyage (500 m<sup>2</sup>) et une après broyage (500 m<sup>2</sup>) ;
- d'une alvéole de stockage pour les déchets verts avant broyage (500 m<sup>2</sup>) et une après broyage (500 m<sup>2</sup>).

Les stockages de bois et de déchets verts sont situés à minima à 20 m des limites du site.

Un opérateur effectue un contrôle visuel des déchets acheminés et s'assure de l'absence de fraction de déchets non admissibles au niveau des déchets acceptés. »

**Article 17 :**

Les dispositions de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées.

### **Article 18 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Saint-Avoid et Freyming-Merlebach et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie des communes susvisées. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires des communes susvisées et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach - Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

### **Article 19 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, les maires de Saint-Avoid et Freyming-Merlebach sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME) et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Richard Smith

### **Voies et délais de recours**

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé

de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.